

Le Programme Libéral

Adopté à la Convention de 1893

Liste Lugubre de Fausses Promesses

En lisant les pages qui vont suivre on verra quel était le programme du parti Libéral. Ce programme fut adopté à la Convention de Juin 1893 à Ottawa. Ce programme est reproduit ici afin que le lecteur puisse voir jusqu'à quel point il a été réalisé.

No. 1 TARIF.

Que le tarif des douanes de la Puissance ne devrait pas être basé sur le système de protection, mais sur les besoins du service public. Que le tarif actuel est basé sur un mauvais principe, dont le Gouvernement s'est servi comme moyen de corruption et pour garder le pouvoir; c'est avec ce tarif que l'on a développé les monopoles, les trusts et les combinaisons:

Ce mauvais principe a fait baisser la valeur des propriétés; il a opprimé les masses pour faire la fortune d'un petit nombre; il a été un obstacle à l'immigration; il cause la décroissance de la population; il a arrêté le commerce; il nous a séparés de la Grande-Bretagne.

C'est pour ceci et pour plusieurs autres causes qu'il a été un grand mal public et privé, et tous ces maux continueront de s'accroître aussi longtemps que le système actuel sera en vigueur.

Que les intérêts vitaux du Canada demandent que l'on enlève cet obstacle aux progrès du pays, par l'adoption d'une saine politique fiscale, laquelle tout en ne faisant d'injustice à personne, améliorera notre commerce intérieur et étranger en activant la prospérité du peuple. Dans ce but, le tarif devrait être réduit aux besoins d'un Gouvernement honnête, économe et efficace; qu'il devrait être ajusté de manière qu'il ne s'appesantisse pas sur les nécessités de la vie, remanié de manière à promouvoir un commerce libre avec le monde entier et plus particulièrement avec l'Angleterre et les Etats-Unis. Nous croyons que les résultats d'un système protecteur ont grièvement désappointé des milliers de personnes qui favorisaient ce système, et que le pays, par sa propre expérience, est prêt à se déclarer pour une saine politique fiscale.

Maintenant la conclusion entre les deux partis est bien définie. Le Gouvernement lui-même admet la faillite de sa politique fiscale, il est prêt maintenant à y apporter quelques modifications et il dit que l'on ne peut